

Délégation du service public de transport maritime de marchandises et passagers entre les ports de Prupia et de Porto-Torres

Règlement de la consultation

Autorité délégante:

Collectivité de Corse

Hôtel de Région

22 Cours Grandval

20 187 AJACCIO

Tél. 04.95.51.64.64

Fax 04.95.51.66.21

Date et heure limite de remise des candidatures et des offres : 22 mars 2019 à 12h00

Sommaire

1. Présentation de l'autorité délégante	4
1.1. Coordonnées	4
1.2. Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus et les offres adressées	4
2. Présentation de la convention	4
2.1. Objet de la convention	4
2.2. Durée de la convention	4
2.3. Missions du Déléataire	5
2.4. Caractéristiques minimales de la convention	5
2.5. Méthode objective de calcul de la valeur estimée de chaque convention	5
2.6. Référence des publications	5
3. Procédure d'attribution	6
4. Composition et transmission du dossier de consultation	6
4.1. Composition du dossier de consultation	6
4.2. Modalités de transmission du dossier de consultation	7
4.3. Modifications apportées au dossier de consultation	7
4.4. Questions des candidats	7
5. Contenu des candidatures et des offres	7
5.1. Contenu des candidatures	7
5.2. Contenu des offres	9
6. Modalités de transmission des candidatures et des offres	10
6.1. Transmission électronique	10
6.2. Transmission sur support papier ou sur support physique électronique	10
6.3. Format des candidatures et des offres	10
7. Sélection des candidats	11
7.1. Forme du candidat	11
7.2. Forme du Groupement	11
7.3. Capacités et garanties des candidats	11
8. Négociations	11

9. Offre(s) finale(s)	12
10. Choix de l'attributaire	12
10.1. Critères de jugement des offres	12
10.2. Attribution de la convention	13
10.3. Information des candidats non retenus	14
11. Liste des annexes à la future convention	14

1. PRÉSENTATION DE L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE

1.1. Coordonnées

- *Collectivité de Corse*
Hôtel de Région
22 Cours Grandval
20 187 AJACCIO
Tél. 04.95.51.64.64
Fax 04.95.51.66.21
- *OFFICE DES TRANSPORTS DE LA CORSE*
19, avenue Georges Pompidou
BP 501 à Ajaccio Cedex (20 186)
Tél: 04 95 23 71 30
Fax: 04 95 20 16 31

1.2. Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus et les offres adressées

OFFICE DES TRANSPORTS DE LA CORSE

A l'attention de Monsieur le Directeur
19 avenue Georges Pompidou
BP 501 à Ajaccio Cedex (20 186)
Tél: 04 95 23 71 30
Fax: 04 95 20 16 31

Coordonnées de la plateforme électronique : <https://www.achatpublic.com>

2. PRÉSENTATION DE LA CONVENTION

2.1. Objet de la convention

La convention objet de la présente procédure confie au Déléataire attributaire l'exploitation du service public de transport maritime de marchandises et de passagers entre le port de Pruprà, en Corse, et le port de Porto-Torres, en Sardaigne.

La convention régit les conditions d'exploitation de ce service public ainsi que les rapports entre les parties.

2.2. Durée de la convention

Sous réserve de sa transmission au contrôle de légalité et à la Commission européenne dans le cas où la convention serait considérée comme attribuant une aide d'État, la convention entre en vigueur à titre prévisionnel le 1^{er} janvier 2020 et expire le 31 décembre 2021.

2.3. Missions du Déléataire

Le Déléataire s'engage à :

- *assurer le service public au regard des capacités et fréquences prévues par l'annexe technique n°1*
- *tenir une comptabilité analytique propre à la présente convention*
- *procéder à la commercialisation et à la vente des titres de transport*
- *appliquer les tarifs prévus dans la présente convention, dont les tarifs réduits aux usagers répondant à toutes les conditions permettant d'en bénéficier*
- *mettre en œuvre des dispositions pour assurer au mieux la continuité du service public, et accueillir et informer les clients en cas de perturbations des services*
- *ne percevoir de l'OTC aucune surcompensation au titre des obligations de service public imposées par la présente convention*
- *permettre à l'OTC un accès permanent aux données d'exploitation, dans le respect des lois et règlements en vigueur*
- *garantir la transparence financière et technique de l'exécution de la convention.*

2.4. Caractéristiques minimales de la convention

Les caractéristiques minimales de la convention sont les suivantes :

- *tarifs*
- *capacités d'emport mensuelles des navires*
- *rotations et fréquences des services*
- *durée de la convention*
- *montant de la compensation financière versée par l'OTC.*

2.5. Méthode objective de calcul de la valeur estimée de chaque convention

Le calcul de la valeur estimée de la convention de délégation de service public s'est notamment fondé sur les éléments suivants :

- *données de trafic de l'Observatoire des transports de Corse*
- *données de trafic transmises par l'exploitant actuel de la ligne Prupia / Porto-Torres*

Valeur estimée de la convention de délégation de service public : estimation établie à partir des données observées sur les 3 dernières années auprès des compagnies maritimes qui exploitent des liaisons entre la Corse et la Sardaigne.

2.6. Référence des publications

La présente procédure fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence aux publications suivantes :

- o JOUE*
- o BOAMP*
- o Le Marin*
- o Corse Matin*
- o Collectivité de Corse (site internet).*

3. PROCÉDURE D'ATTRIBUTION

La procédure d'attribution est une procédure d'appel d'offres ouverte imposant que la candidature et l'offre parviennent avant une date limite commune.

La sélection des candidats admis à présenter une offre, l'examen des offres par la commission compétente et la négociation s'effectueront dans des phases différentes conformément aux dispositions des articles L. 1411-1, L. 1411-5 et L. 1411-7 du Code général des collectivités territoriales.

4. COMPOSITION ET TRANSMISSION DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.1. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué des documents suivants:

- Règlement de la consultation (RC) et ses annexes*
 - I Plan du mémoire financier*
 - II Guide des offres techniques*
- Documents informatifs relatifs aux données d'exploitation disponibles pour la ligne :*
 - a-Etat des lieux de la ligne.pdf*
 - b-Trafics Sardaigne 2015 2017.pdf*
- Projet de convention (PC)*
- Annexes du projet de convention (AC) :*
 - Annexe technique des services (annexe 1)*
 - Programme des services – à compléter par le candidat (annexe 2)*
 - Tableau récapitulatif de l'outil naval – à compléter par le candidat (annexe 3)*
 - Tarifs (annexe 8)*
 - Comptes d'exploitation prévisionnels, calcul du coût net évité et gains d'efficience – à compléter par le candidat (annexe 9)*

- *Détail du volume de combustible (annexe 10)*
 - *Pénalités (annexe 11)*
 - *Gains d'efficience (annexe 14)*
- *Tableau des propositions des modifications du projet de convention (TM) où le candidat fait part des modifications qu'il souhaite apporter à la convention en les justifiant*

Les candidats peuvent également consulter et télécharger les rapports de l'Observatoire régional des transports de la Corse sur son site Internet (<http://www.ortc.info/>).

Les données techniques et financières qui figurent dans les documents de la consultation sont données à titre indicatif. Il est rappelé que l'ORTC est un organisme de l'État, indépendant de la CdC et de l'OTC. La CdC et l'OTC ne peuvent être tenus pour responsables en cas d'information erronée ou incomplète. Le candidat doit les vérifier avant de s'engager. Au besoin, il corrige les erreurs et précise ce qui doit l'être.

4.2. Modalités de transmission du dossier de consultation

Les candidats peuvent télécharger gratuitement le dossier de consultation sur le profil d'acheteur de la collectivité à l'adresse suivante : <https://www.achatpublic.com>

Les candidats doivent s'identifier sur la plateforme électronique afin de permettre à l'OTC de fournir toute information éventuelle complémentaire ou toute modification des documents de la consultation ainsi que les réponses aux questions soulevées par les candidats.

4.3. Modifications apportées au dossier de consultation

L'OTC se réserve le droit d'apporter des modifications et des compléments au dossier de consultation.

Ces éléments seront adressés aux candidats ou au mandataire du groupement au moins dix jours (10) avant la date limite de remise des offres sur la plateforme.

Ils devront être considérés par les candidats comme faisant partie du dossier de consultation.

4.4. Questions des candidats

Les candidats pourront poser des questions écrites relatives à la compréhension des éléments du dossier de consultation, de la candidature ou de l'offre à remettre.

Ces questions doivent être déposées sur la plateforme mentionnée au point 2 du présent article.

Ces questions doivent parvenir à l'OTC au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres. Les réponses sont transmises à l'ensemble des candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

L'OTC y répond sur la plateforme mentionnée à l'article 4.2 du présent règlement.

5. CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1. Contenu des candidatures

Les candidatures contiennent l'ensemble des documents suivants :

A. Pièces administratives :

- a) Acte de candidature signé par le candidat répondant seul ou en cas de Groupement par l'intégralité des membres*
- b) Le mandat éventuel accordé à un des membres du Groupement pour la signature de l'offre et signé par les membres du Groupement*
- c) Un extrait k-bis datant de moins de 3 mois à la date limite de remise des candidatures ou tout autre acte démontrant que le signataire des pièces a qualité pour représenter la personne morale concernée*
- d) La présentation du candidat seul ou de chacun des membres du groupement*
- e) Une déclaration sur l'honneur datée et signée attestant que le candidat :*

1° Ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue à l'article 39 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016

2° Que les renseignements et documents fournis à l'appui de sa candidature sont exacts.

- f) Un NOTI 2 ou un certificat délivré par les administrations et organismes compétents établissant qu'il a souscrit aux déclarations et acquitté les impôts et cotisations prévues au point d 1 2° du présent article. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents*
- g) Une attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle de l'entreprise pour l'année en cours de validité.*
- h) La confirmation de l'adresse unique de courriel du candidat ou du Groupement communiqué lors de l'identification sur la plateforme électronique prévue à l'article 5.2. du présent règlement ;*
- i) Preuve du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail*

B. Pièces techniques et professionnelles

- j) Déclaration des moyens en personnel en précisant : le nombre, leur fonction, la proportion de contrats à durée déterminée et indéterminée et de temps complets ou partiels,*
- k) Le nombre de navires en précisant leur date de première mise en circulation, leur pavillon, leur immatriculation, leur capacité (PAX et roll) et si le candidat en est propriétaire ou locataire*
- l) La déclaration des matériels, outillage pour l'exécution de prestations de même nature*
- m) une liste de références pour l'exploitation de services similaires (montant, date d'exécution, nature des prestations et identité du donneur d'ordre sauf confidentialité) de ces trois*

dernières années ou de toute autre référence démontrant la capacité à assurer l'exécution du service public

C. Pièces financières

- n) Le chiffre d'affaires annuel global et le résultat net sur les trois derniers exercices clos ainsi que la part correspondant aux prestations objet de la convention de délégation de service public*
- o) La répartition du capital social de chaque société membre du Groupement éventuel*
- p) Les bilans ou extraits de bilan des sociétés des trois derniers exercices clos lorsque leur établissement est imposé par la loi.*

L'ensemble des pièces doivent être fournies par l'ensemble des candidats et par chaque membre du Groupement à l'exception de la pièce a) valant pour l'ensemble du Groupement.

Sociétés en cours de constitution

Les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées sont admises à présenter une offre dans les mêmes conditions que les sociétés existantes. Elles devront fournir les éléments d'information disponibles à la date limite de remise des candidatures ou, si elles ne sont pas en mesure de les produire, pourront justifier de leurs capacités par tout autre moyen.

La sélection des candidatures ne s'appliquera que sur les seuls documents fournis dès lors qu'elles apportent la preuve par tout moyen d'être en cours de constitution ou nouvellement créées.

Capacités des tiers

Pour justifier de ses capacités et de ses aptitudes, le candidat, y compris s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités et les aptitudes d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Dans ce cas, le candidat apporte la preuve qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat.

Ces opérateurs économiques doivent au moins produire les documents visés aux points 6. 1 d) et e) du présent règlement.

5.2. Contenu des offres

Chaque offre de base doit contenir :

- a. L'éventuel mandat donné au mandataire du Groupement pour signer les pièces de l'offre s'il n'a pas déjà été fourni au stade des candidatures (M)*
- b. Le projet de convention (en format word ou compatible) complété aux endroits indiqués (PC) soit :*
 - Article 33.1. : formule d'indexation*
 - Article 33.2. : montant de la réfaction pour traversée non réalisée*
 - Article 37 et annexe 10 :*

- *volumes prévisionnels de consommation des combustibles*
 - *mécanisme de couverture des coûts du combustible*
- c. *Un tableau des modifications que le candidat apporte au projet de convention, remis éventuellement avec la mention « néant » en l'absence de modification (TM) (format word ou compatible). Le candidat peut proposer toute modification du projet de convention qui lui semble opportune, sous réserve de ne pas modifier les caractéristiques minimales de la convention mentionnée à l'article 2.4. du présent règlement, ni son économie générale*
 - d. *Les annexes du projet de convention à compléter par le candidat selon les indications fournies dans les annexes du présent règlement (cf. point 11. du présent règlement). Le coût net évité des obligations de service public (CNE)*
 - e. *Un mémoire financier suivant le plan joint en annexe du présent règlement (MF)*
 - f. *Une synthèse de la proposition, sous forme d'un document de 25 pages maximum, comportant les indications jugées essentielles par le candidat (SF).*

6. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1. Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.achatpublic.com>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

6.2. Transmission sur support papier ou sur support physique électronique

La transmission des documents sur un support papier ou sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb, disque dur ou tout autre support) n'est pas autorisée.

6.3. Format des candidatures et des offres

Les candidats répondront de façon strictement conforme au dossier de consultation.

Ils pourront ajouter tous documents qu'ils jugeront utiles.

Les différents exemplaires devront être rigoureusement identiques.

Pour les fichiers Excel, les cellules ne seront pas protégées, les formules de calcul ne seront pas effacées ni modifiées. En cas de recours à un format de fichier différent de ceux communément utilisés, le candidat fournira le logiciel ou l'application informatique permettant de l'exploiter.

Les fichiers .pdf seront fournis en version native et non pas en version scannée.

7. SÉLECTION DES CANDIDATS

7.1. Forme du candidat

Le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement solidaire ou conjoint.

En cas de réponse en groupement, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

7.2. Forme du Groupement

En cas de réponse en groupement, aucune forme n'est imposée pour la présentation des candidatures et des offres.

7.3. Capacités et garanties des candidats

La commission mentionnée à l'article L. 1411-5 ouvre les candidatures et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

8. NÉGOCIATIONS

La Commission visée à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales procède à l'ouverture des offres et formule un avis sur ces dernières.

Au vu de cet avis, le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité ou son représentant peut organiser librement des négociations avec un ou plusieurs candidats conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

Cette autorité peut décider de limiter le nombre de soumissionnaires admis à participer à la négociation en appliquant les critères d'attribution fixés à l'article 10 du présent règlement.

Les éventuelles réunions de négociations débiteront à titre prévisionnel en décembre 2018.

Plusieurs tours de négociations sont envisagés et une forte disponibilité des candidats est requise pendant toute la période de négociations.

Les négociations ne pourront porter sur l'objet de la convention, les critères d'attribution ou les conditions et caractéristiques minimales indiqués dans le présent règlement.

9. OFFRE(S) FINALE(S)

La ou les offre(s) finale(s) de chaque candidat après négociation devra être livrée sous format papier A4 et/ou A3 ainsi que sur 3 clés USB exclusivement, en 3 exemplaires pour chaque support (papier et clé USB).

Les contenus des différents supports devront être rigoureusement identiques. En cas de divergence, seule la version la plus favorable aux intérêts de la Collectivité territoriale de Corse fera foi.

10. CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE

Les offres des candidats sont analysés au regard des critères suivants.

10.1. Critères de jugement des offres

Chaque offre est analysée sur la base de critères permettant de déterminer la meilleure offre au regard de l'avantage économique global pour la Collectivité territoriale de Corse.

Les critères classés par ordre décroissant sont les suivants :

Critère 1 – Valeur technique de l'offre

Ce critère est décomposé de la manière suivante (par ordre décroissant)

a) Qualité technique des navires

L'outil naval proposé dans l'offre du candidat sera jugé sur :

- son adaptation aux besoins des usagers (nombre, longueur, hauteur, résistance des ponts, nombre de prises pour conteneurs sous température dirigée pour toutes les lignes et nombre de cabines et de fauteuils)*
- son adéquation aux conditions de mer et de navigation*
- son adaptation aux contraintes portuaires*

- la puissance des machines et la vitesse du navire en mode dégradé.

b) Qualité des services aux usagers

L'offre est analysée au regard de la qualité des services fournis aux usagers professionnels et particuliers, au regard des informations fournies à l'annexe 5 du projet de convention.

Concernant la qualité des services offerts aux usagers professionnels (transport de marchandises), l'offre est analysée au regard de la capacité du candidat à :

- transporter les volumes de marchandises visés à l'annexe technique des services (annexe 1 du projet de convention)
- garantir les meilleures conditions de confort et de sécurité aux usagers
- optimiser la configuration de ses navires afin de garantir le transport des marchandises.

Concernant la qualité des services offerts aux usagers particuliers (transport de passagers), l'offre est analysée au regard de l'aptitude du candidat à :

- transporter le nombre de passagers et leurs véhicules visés à l'annexe technique des services (annexe 1 du projet de convention)
- garantir les meilleures conditions de confort et de sécurité aux usagers.

Critère 2- Le montant de la compensation financière

Ce critère est analysé au regard des deux éléments suivants par ordre décroissant :

- a) montant total de la compensation financière proposée par le candidat sur la durée de la convention*
- b) cohérence des coûts et des recettes présentés dans le compte d'exploitation prévisionnel (annexe 9 du projet de convention) au regard des explications apportées dans le mémoire financier et du coût net évité (CNE).*

Critère 3 – Développement durable

Ce critère est analysé au regard des actions de développement durable détaillées dans les annexes 3 et 7.

Critère 4 – Continuité du service public

L'offre est analysée au regard de la qualité de l'organisation proposée pour assurer la continuité des services, y compris en cas de perturbations (annexe 6).

10.2. Attribution de la convention

Le Président du Conseil exécutif saisit l'Assemblée de Corse du choix du candidat auquel il a procédé. Il

lui transmet un rapport intégrant celui de la commission de délégation de service public présentant la liste des candidats admis à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, les motifs du choix du candidat pressenti ainsi que l'économie générale de la convention.

L'attribution définitive du candidat retenu n'intervient qu'après adoption par la Commission européenne d'une décision approuvant la mise en œuvre de la convention que les autorités françaises auront préalablement notifiée à la Commission européenne au titre du contrôle des aides d'État.

10.3. Information des candidats non retenus

La Collectivité respecte un délai d'au moins onze jours entre la date d'envoi par voie électronique du courrier de rejet de l'offre au(x) candidat(s) non retenu(s) et la date de signature de la convention.

11. LISTE DES ANNEXES À LA FUTURE CONVENTION

1	Caractéristiques techniques des services	Non modifiable
2	Programme des services	Cadre à renseigner par le candidat
3	Tableau récapitulatif de l'outil naval	Cadre à renseigner par le candidat
4	Rapport de sécurité	A produire par le candidat
5	Description des services à bord	A produire par le candidat
6	Plan d'information des usagers en cas de perturbations prévisibles	A produire par le candidat
7	Plan des actions de développement durable	A produire par le candidat
8	Grille tarifaire	Non modifiable*
9	Projet de compte d'exploitation prévisionnel	Cadre à renseigner par le candidat
10	Volumes de combustibles	Cadre à renseigner par le candidat
11	Pénalités	Non modifiable
12	Prestations confiées aux tiers	A produire par le candidat
13	Données sur le personnel	A produire par le candidat
14	Gains d'efficience	Non modifiable

* Au stade de la mise en concurrence, l'annexe 8 relative aux tarifs n'a pas à être renseignée par le candidat. Les champs laissés libres seront remplis par le délégataire au stade de l'exécution de la concession.